

Pollution industrielle : « Réponses » fait progresser l'esprit de dialogue

Ce 9 mars à Martigues, les acteurs du dispositif « Réponses » de lutte contre les pollutions en santé-environnement débattent des avancées du plan d'action.



J.-C. Barla - Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles de Paca.

ECONOMIE | Publié le 09 mars 2022 à 09h00, Jean-Christophe Barla

Le résultat a surpris Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du **Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur**, mais il est motif d'espoir : « *Quand nous avons interrogé 1 300 personnes sur leur ressenti en mai-juin 2021, 79 % ont admis que chaque individu, soi y compris, peut agir contre président, d'un élu tout seul, une action réellement transformatrice. C'est la possibilité d'agir collectivement qui change la donne. "Réponses" est peut-être perfectible, mais cet outil de dialogue fait avancer les choses .»*

A lire aussi | « Réponses » soulève de nouveaux questionnements

Ce 9 mars à 18 h, à la villa Khariessa à Martigues, le SPPPI qui coordonne le dispositif lancé en 2019 détaillera avec d'autres acteurs du projet, les progrès des 135 actions issues des attentes exprimées par les habitants et usagers des 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du Golfe de Fos. Toujours avec cette volonté d'aller plus loin dans l'écoute, la pédagogie... « *Montrer à chacun que ses préoccupations débouchent sur des actions concrètes, qu'un suivi est effectué par les associations, que chaque "fiche-action" est commentée en toute transparence, participe à l'instauration d'un climat de confiance* », insiste Gwénaëlle Hourdin.

Vaste champ d'implication citoyenne

L'existence de « Réponses » n'empêche ni la virulence ponctuelle d'élus, de riverains ou d'associations lorsqu'une usine affronte un incident, ni des échanges vifs au sein du comité de pilotage, mais le dialogue franc et direct contribue à atténuer les conflits. *« Dans ce dispositif, les institutions sont incarnées. On réfléchit collectivement, on entend les contraintes et obligations des uns et des autres, on prend ses responsabilités et on s'attache à construire un territoire ensemble. Aujourd'hui, vouloir agir sans les citoyens, c'est agir contre eux. Ce champ de participation citoyenne, il faut le prendre à bras le corps ».*

Les comportements évoluent. Les industriels avaient élaboré l'été dernier une fiche sur les torchages des usines. LyondellBasell a complété l'initiative fin janvier par [une vidéo](#) sur l'utilité de ces torches pour préserver la fiabilité des installations pétrochimiques. La mairie de Martigues s'est dotée d'un poste santé-environnement pour s'emparer de la question. Avec Atmosud et d'autres partenaires, l'étude « Mistral » sur le lien entre allergies, pollens et pollution sur Marseille, Aix et Etang de Berre a été lancée. Elle devait constituer un échantillon témoin de population. *« Nous avons relayée l'initiative. "Réponses" ne porte pas tout, mais de nombreux signaux attestent que l'enjeu est de mieux en mieux pris en compte ».*

A lire aussi | [Le dispositif « Réponses » à l'assaut des rejets polluants](#)

Approfondir à froid

A l'automne, l'outil numérique interactif [RecoSanté](#) a été enrichi pour connaître l'état de l'environnement sur sa commune et adopter les bonnes attitudes pour limiter les effets de la pollution sur sa santé. Des citoyens ayant souhaité la prise en compte des nuisances sonores, l'Observatoire de l'Environnement Sonore de la Métropole s'occupe désormais des mesures permanentes et ponctuelles du bruit dans les zones les plus exposées, des moyens de le traiter...

Le SPPPI a dû aussi expliquer ce que n'était pas « Réponses » après l'incendie du dépôt d'ordures à Saint-Chamas fin décembre, avec ses impacts sur la qualité de l'air. *« Nous ne sommes pas un outil de gestion de crise, nous nous inscrivons dans le long terme pour discuter des sujets à froid, les approfondir. Aujourd'hui, 50 % des 135 actions sont engagées ou se poursuivent, 37 % ont déjà obtenu des résultats en 2021, 8 % sont soldées... Le nombre d'organismes impliqués dans le portage d'actions a bondi de 29 à 45, nous sommes allés chercher la parole de séniors, de jeunes, de personnes défavorisées, pour les écouter aussi. Le panel citoyen a été renforcé. La concertation, ce n'est pas de la communication »,* confie Gwénaëlle Hourdin.

Venu découvrir « Réponses » le 28 février dernier, Marc Fesneau, ministre chargé des Relations avec le parlement et de la participation citoyenne, a jugé l'expérience utile et intéressante. D'autres bassins industriels pourraient demain s'en inspirer...